

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-01626 relatif au projet de **recherche d'eau souterraine par forage au lieu-dit La Rigandelaïs, dans la commune de La Noë-Blanche (35)**, déposé par le GAEC de la Rigandelaïs, reçu et considéré complet le 2 avril 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°27 « Forages en profondeur ; alinéa a) Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- forage jusqu'à 100 m de profondeur pour un prélèvement annuel prévisionnel de 8395 m³ d'eau, afin d'abreuver un cheptel composé de 130 vaches laitières, 10 génisses, 40 veaux et 60 taurillons, forage en remplacement d'un forage colmaté

Considérant la localisation de ce projet :

- au lieu-dit La Rigandelaïs, sur une parcelle située en zone agricole, classée A, Secteur à protéger, par le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) Bretagne Porte de Loire Communauté, dont la dernière procédure a été approuvée le 16 mars 2026 ;
- à plus de 35 m de toute habitation ;
- à 35 m à l'est d'une zone humide potentielle, à 484 m au nord-ouest d'une zone humide effective et à 622 m au nord d'un plan d'eau ;
- dans le bassin de Loire-Bretagne

Considérant que :

- le projet prévoit l'exploitation de la nappe (174AA001), selon le référentiel LISA (SIGES Bretagne), représentée par le socle métamorphique dans les bassins versants de la Vilaine, de la Seiche et du Don, de leurs sources à la mer ;
- le projet vient en remplacement d'un ancien puits qui sera rebouché dans les règles de l'art selon le protocole du BRGM ;
- le présent projet ne participera pas à augmenter la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant ;
- des mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral fixant les dispositions applicables dans le département à la réalisation, à l'entretien et à l'exploitation des forages d'eau souterraine ;
- le projet respectera notamment les règles portées par cet arrêté visant à prévenir la pollution de la nappe par des effluents de surface ;
- le pétitionnaire s'engage à assurer un suivi de l'incidence du forage sur les milieux sensibles environnants au moyen d'essai de pompage et suivi piézométrique en aval hydraulique et à ajuster si besoin les débits de prélèvement de sorte qu'aucun impact significatif ne soit observé

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **recherche d'eau souterraine par forage au lieu-dit La Rigandelaïs, dans la commune de La Noë-Blanche (35)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Madame MESTRES Aurélie
Le jeudi 7 mai 2026